

POLITIQUE

Qui signera la charte du fair-play politique ?

La députée Vanessa Matz a rédigé, avec le vice-président des Engagés, une charte « Fair politique » soumise à la signature de tous, mandataires et citoyens. Objectif : changer les pratiques politiques. S'engager au respect, au débat de fond ou à la responsabilité, plutôt qu'aux discours de haine, à la désinformation, aux attaques...

MARTINE DUBUISSON

Mi-septembre, Vanessa Matz le confiait au *Soir* : elle avait songé à arrêter la politique. La députée fédérale des Engagés se disait « dégoûtée du climat actuel ». « Les postures, les slogans, les disputes, l'égoïsme, les calculs électoraux en permanence, le court-termisme, la volonté de dégommer l'autre plutôt que de valoriser son propre travail, c'est véritablement insupportable », expliquait-elle. « Je ne suis pas venue en politique pour ça. » Malgré tout, elle avait décidé de rester, pour « faire autrement ». Et elle rédigerait, promettait-elle, une charte « pour une politique respectueuse et nuancée », baptisée « Fair politique » et constituée de « quelques règles » qu'elle proposerait à tous ses collègues de signer à titre d'engagement.

Trois mois plus tard, la charte « Fair politique » qui vise « des pratiques politiques éthiques et responsables » est prête, co-signée par Vanessa Matz et le vice-président des Engagés, Yvan Verougstraete. Elle prône « un environnement politique respectueux, équilibré et transparent » et encourage les mandataires à « restaurer la confiance, donner l'exemple et renforcer la démocratie ».

Car cette charte n'est nullement à usage interne. Au contraire : ses deux géniteurs espèrent qu'elle sera signée par le plus grand nombre, politiques comme citoyens qui souhaitent « un changement des pratiques politiques ». Dans ce but, elle sera envoyée ce mardi matin, avec une lettre d'explication, aux présidents de parti francophones comme flamands, encouragés à la faire signer par un maximum de leurs, ainsi qu'aux députés de la Chambre – à l'exclusion du PTB et du Vlaams Belang : « On ne fait pas de démarche envers les extrémistes » et « Il y a le cordon sanitaire

autour du Belang ».

Dès ce mardi matin également, la charte sera disponible sur un site internet dédié (www.fairpolitique.be), indépendant de celui des Engagés, et ouvert à la signature de tous : responsables politiques ou candidats aux élections, mais aussi citoyens. L'idée étant que ces derniers « mettent la pression sur les politiques s'ils veulent que le débat soit assaini ». Chaque signataire étant visible sur ledit site.

Mais que contient cette charte de fair-play politique, qui entend « garantir un débat public sain et constructif » ? « Sept principes généraux, et compris



Vanessa Matz a failli arrêter la politique. Elle est restée pour « faire autrement ». C'est le but de sa charte « Fair politique », cosignée avec le vice-président des Engagés, Yvan Verougstraete. © PIERRE-YVES THOMPSON

hensibles par les citoyens, avec lesquels tout responsable politique devrait être d'accord », répond Vanessa Matz. « Normalement, cela ne devrait donc pas poser problème... même si les pratiques d'aujourd'hui sont souvent autres. »

Le deuxième engagement : « Présenter des faits vérifiables dans les discours, les publications sur les réseaux sociaux et sur le web, dans les contacts avec la presse (...) ne pas propager de fausses informations, (...) promouvoir la transparence... »

Des principes de base à respecter avec d'autant plus d'urgence, ajoute-t-elle, que « le fossé qui nous sépare des citoyens n'a jamais été aussi important et

que le système politique est menacé par l'abstention et la montée des extrémistes. Or, le manque de fair-play et de respect entre responsables politiques participe au désintérêt des citoyens, qui en ont plus qu'assez de ces pratiques et veulent des politiques qui s'occupent de leurs préoccupations. »

Voyons donc cela plus en détail.

Non aux « fake news », oui à la transparence

Le premier de ces principes reprend en somme la philosophie générale de la charte, puisqu'il vise à « respecter les autres opinions » : celui qui signe la

charte s'engage en effet « à respecter la dignité de toutes et de tous, citoyens, adversaires politiques, quels que soient leur appartenance politique, leur origine, leur genre, leur religion ou leur orientation sexuelle », mais aussi à « bannir et condamner les discours haineux, les attaques personnelles et toute forme de discrimination ».

Le deuxième principe est résumé par ces mots : « Parler en vérité et agir en intégrité ». Il s'agit de s'engager à « présenter des faits vérifiables dans les discours, les publications sur les réseaux sociaux et sur le web, dans les contacts avec la presse », donc de « ne pas propager de fausses informations, de la désinformation ou de théories du complot ». Et aussi de « promouvoir la transparence ». « Mener des débats constructifs » est le troisième engagement de la charte. Autrement dit, chaque signataire s'engage à « mettre l'accent sur les idées, le débat de fond et les politiques plutôt que sur les attaques personnelles », à

la participation citoyenne » et « maintenir un dialogue ouvert avec la société civile et les ONG » ; et « faire primer l'intérêt général et non des motivations personnelles ou sectorielles » ainsi que « garantir une transparence complète concernant nos relations avec les lobbies » sont les autres engagements pris par ceux qui signeront cette charte.

« Le strict minimum »

Vanessa Matz « assume » le côté parfois idéaliste voire naïf de cette charte : « On me dit que je suis naïve, mais cela me semble tellement une évidence que je ne comprendrais pas que les présidents ne s'engagent pas sur ces principes de base ». Elle espère « une centaine » de signatures politiques et « plusieurs centaines » de signatures de citoyens. Tout en se disant ouverte à la discussion pour « compléter ou modifier un article de cette charte, mais les principes sont intangibles : préciser oui, mais pas supprimer. Cette charte est le strict minimum. »

« mettre en valeur ses propres propositions, idées ou acquis plutôt que de pointer les renoncements des autres ou ce qu'ils n'ont pu engranger » (comme souvent à la sortie d'un compromis) et à tenter de « trouver des solutions communes aux problèmes ».

« Assurer une représentativité politique équilibrée et encourager la participation de tous les groupes de la société, y compris les minorités » ; « assumer la responsabilité de nos actes et paroles politiques » (plutôt que se cacher derrière « ce n'est pas ce que j'ai voulu dire ») et « agir dans l'intérêt général plutôt que partisan ou personnel » ; « encourager

Pour éviter que cela ne soit perçu comme une opération des Engagés et faire en sorte que la charte puisse être signée par le plus grand nombre, Vanessa Matz et Yvan Verougstraete n'apparaissent pas sur le site qui lui est dédié. Et ils réfléchissent « à la manière la plus neutre de la vendre sur les réseaux sociaux ». « On s'efface au profit de la démarche », assure la députée. Qui « a la naïveté de penser que, étant donné ce que j'essaie d'incarner, le fait que cela vienne de moi n'empêchera pas certains de signer. » Combien seront-ils à s'inscrire dans cette démarche de fair-play politique ? A suivre...

On me dit que je suis naïve, mais cela me semble tellement une évidence que je ne comprendrais pas que les présidents ne s'engagent pas sur ces principes de base

Vanessa Matz
Députée des Engagés

”